

Communiqué de presse des collectifs Inter-Hôpitaux et Inter-Urgences du 19 mars 2020

Les Collectifs Inter-Hôpitaux et Inter-Urgences prennent acte des déclarations du ministre de l'Action et des comptes publics, Gérald Darmanin : "*Quand la maison brûle, on ne compte pas les litres d'eau pour éteindre l'incendie. Je ne suis pas en position de comptable, mais de financeur de l'effort de guerre*".

Depuis des mois, les personnels de l'hôpital public et les usagers réunis au sein du CIH et le CIU sont mobilisés pour alerter sur le risque de catastrophe sanitaire, du fait du manque de moyens et de personnels, et pour demander un plan de sauvetage de l'hôpital public : ils n'ont pas été entendus.

Depuis, le début de la crise du COVID19, les personnels hospitaliers vont « au front » malgré le manque d'effectifs et de moyens préexistants, mais aussi avec des moyens de protection restreints, parfois inadaptés voire inexistantes. Les masques, la solution hydroalcoolique, et maintenant les réactifs pour les tests diagnostiques de l'infection au COVID19, tout est compté alors qu'il ne faut plus regarder à la dépense. Le matériel de base pour lutter contre une épidémie devrait être en nombre puisque gouverner c'est prévoir.

Après plusieurs semaines de crise sanitaire, Mr Darmanin annonce que 45 milliards seront consacrés à faire face aux conséquences économiques de la crise, et que 2 milliards seront dédiés « aux arrêts maladie, aux masques et à la rémunération des personnels soignants ». Pour préciser : « les heures supplémentaires seront payées » annonce t'il. Heureusement, c'est la loi. Quant à la question d'éventuelles primes ou augmentations de salaire pour les personnels qui sont rappelons-le ces « héros en blouse blanche », le ministre répond : « la meilleure prime que l'on peut donner aux soignants c'est de respecter les gestes sanitaires ».

Non, la meilleure récompense pour le travail exceptionnel que tous les personnels hospitaliers fournissent au quotidien pour prendre soin des patients, et pas seulement en situation de crise, doit être reconnu. Le salaire des infirmier.es ne peut demeurer au 28eme rang sur 32 pays de l'OCDE.

Les Collectifs Inter-Hôpitaux et Inter-Urgences demandent depuis maintenant un an des moyens à la hauteur du sauvetage nécessaire à l'hôpital public. Indépendamment de la crise, il faudrait au minimum 4 milliards pour assurer des salaires décentes et des effectifs en nombre. Quant à la situation actuelle, il est indispensable que les professionnels mobilisés et solidaires reçoivent des moyens à la hauteur de leur dévouement.

Il faut des moyens en urgence pour faire face à cette crise sanitaire : il faut du personnel correctement payé et en nombre suffisant. Il faut du matériel, des masques aux respirateurs. Le projet de loi de finances rectificatif pour le « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » qui sera discuté le 19 mars 2020 à l'Assemblée Nationale est doté de 6,25 milliards d'euros pour financer le dispositif exceptionnel de chômage partiel et le fonds de solidarité en faveur des entreprises mais il ne comporte pas de moyens nouveaux pour l'hôpital.

Les citoyens qui ont commencé à se manifester aux fenêtres le soir à 20 heures pour soutenir les personnels de santé le savent : c'est un plan d'urgence pour l'hôpital public qui doit être apporté.

Sans l'attendre nous sommes, comme toujours, tous mobilisés face à la crise, mais le soutien de la Nation doit venir. Nous devons être immédiatement entendus.